



African Union
Reforms Engagements

Réformes de l'UA consultation stratégique

11- 13
août
2025
Nairobi,
Kenya

Communiqué

Du 11 au 13 août 2025, l'ISLA et ses partenaires, le Centre for Human Rights (University of Pretoria), l'Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA), Synergia, Robert F. Kennedy Human Rights (RFK), et African Renaissance ont organisé la Consultation stratégique des OSC sur les réformes de l'UA à Nairobi, au Kenya. La réunion a rassemblé des représentants d'organisations de la société civile, de mouvements féministes, d'institutions universitaires, de groupes de jeunes, de groupes de minorités sexuelles, d'État membre et d'organes de l'UA, notamment le Bureau du conseiller juridique, le Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (ECOSOCC), la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, ainsi que d'autres partenaires, afin de délibérer sur le processus de réforme de l'Union africaine et ses implications pour la société civile et le système africain des droits de l'homme (SADH).

La consultation a été organisée en réponse au processus de réforme de l'UA, lancé en 2017 sans aucune consultation des organisations de la société civile. Ces réformes pourraient avoir de graves répercussions sur le système africain

des droits humains, notamment en matière de responsabilité, de transparence et d'accessibilité pour les victimes de violations des droits humains. Elles constituent toutefois une occasion importante de s'engager, d'influencer et de renforcer le système des droits humains de l'UA afin de garantir qu'il reste solide, inclusif et réactif aux besoins des peuples africains.

Depuis 2023, l'ISLA et ses partenaires ont mobilisé les OSC dans le cadre de la campagne « Réformes de l'UA et engagement de la société civile ». Cette campagne a adopté une stratégie en quatre volets visant à préserver le système africain des droits humains et à garantir que les voix citoyennes ne soient pas exclues des réformes :

1. En produisant des informations, grâce au développement d'outils de plaidoyer multilingues et accessibles et à la recherche sur les implications des réformes ;
2. La mobilisation des OSC, en réunissant divers groupes, notamment des acteurs féministes et locaux à travers le continent, afin de renforcer la solidarité ;
3. L'engagement des États membre, en favorisant le dialogue avec les États membres de l'UA afin d'influencer les trajectoires de réforme ; et

La consultation a été organisée avec les objectifs suivants :



Réfléchir de manière critique à la campagne de réformes de l'UA menée par les OSC, en évaluant ses réussites, ses limites et ses dynamiques politiques.



Analyser les obstacles institutionnels, politiques et procéduraux qui limitent la participation de la société civile, des jeunes et des minorités sexuelles aux réformes de l'UA.



Réaffirmer une vision commune d'un système africain des droits humains responsable, fondé sur les droits et transparent.



Formuler un programme de plaidoyer féministe et inclusif pour les réformes de l'UA.



Renforcer la solidarité entre les OSC, les organes de l'UA, les jeunes et les autres parties prenantes en vue d'un engagement durable.



Élaborer une feuille de route commune pour l'engagement avec les États membres de l'UA et le plaidoyer régional.

4. L'engagement direct avec l'équipe chargée des réformes de l'UA, en faisant pression pour que les processus de restructuration institutionnelle soient inclusifs et responsables. Cette approche a permis aux OSC de passer d'interventions fragmentées ou ponctuelles à un effort plus stratégique et coordonné pour influencer les réformes de l'UA.

Au cours de ces trois jours, les participants ont pris part à une série de sessions de travail thématiques. Celles-ci ont notamment porté sur la cartographie des réformes de l'UA et de l'engagement de la société civile, la réduction des écarts et l'identification des obstacles structurels à la participation, l'examen des décalages entre les OSC, les États membres et les organes de l'UA, ainsi que l'évaluation des réussites et des échecs en matière d'engagement civique avec des mécanismes tels que le Parlement panafricain, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'ACERWC et la Cour africaine. La consultation s'est conclue par des sessions

de co-création visant à affiner la stratégie des OSC en matière de réformes de l'UA, à renforcer l'engagement avec les États membre et les institutions de l'UA, et à favoriser la solidarité et la collaboration à long terme entre les différentes parties prenantes.

À la clôture de la consultation, les participants ont réaffirmé l'importance de protéger les mécanismes africains de défense des droits humains et de résister aux réformes qui risquent d'affaiblir la responsabilité et l'accessibilité pour les victimes. Ils ont appelé à une plus grande transparence dans les processus décisionnels de l'UA, notamment en matière d'accès rapide aux documents et aux décisions. La nécessité d'un nouvel écosystème de solidarité entre la société civile, les organes de l'UA, les États membre et d'autres acteurs a également été soulignée, afin de remédier à la fragmentation et d'améliorer la coordination, le plaidoyer et la mobilisation des ressources.

La consultation s'est conclue par un accord visant à élaborer un cadre collectif pour l'engagement en faveur des réformes de l'UA, qui sera distribué à tous les participants afin qu'ils puissent y apporter leur contribution et l'approuver par la suite. Ce cadre traduit la vision commune de la société civile africaine, des organes de l'UA, des États membres, des jeunes et des groupes de minorités sexuelles visant à préserver le système africain des droits de l'homme, à garantir la participation significative des OSC aux processus de l'UA, y compris aux réformes de l'UA, et à renforcer la solidarité à travers le continent.

Le communiqué ci-dessous présente le détail complet de nos activités. Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Mai Aman
mai@the-islal.org
Legal Officer, ISLA